

Intervention de Jean-Pierre Chevènement

Congrès du M.R.C.

Dimanche, 2 avril 2006

Félicitations aux organisateurs du Congrès, aux camarades du Onzième arrondissement et aussi aux équipes de Jean-Marie Alexandre venus nombreux du Pas de Calais. Félicitations aussi à Georges Sarre pour cette belle réélection. Avec notre projet adopté à l'unanimité, et je tiens à remercier pour ce texte Jean-Yves Autexier, nous pouvons désormais regarder vers l'avenir.

Votre Congrès a pris toutes ses décisions régulièrement, à la majorité, conformément à nos statuts. Une seule observation : votre Congrès, sur proposition de Françoise Dal, et je suis sensible à sa bonne intention, a souhaité m'inscrire dans les statuts comme Président d'honneur, sans que j'aie été au préalable consulté. Je remercie Françoise mais cette statufication me paraît pouvoir attendre le jour de ma mort. Comme je l'avais dit à Georges : « j'ai été désigné à Saint-Pol sur Mer et cela me suffit. Cette désignation vaut tant que le parti ne me la retire pas et tant que ne souhaiterais pas évidemment y mettre un terme. Je suis avant tout un militant du MRC : Notre force collective, chers camarades, vient essentiellement de la cohérence et de l'acuité de notre ligne politique. C'est cette cohérence et cette acuité qui nous valent de larges sympathies, bien au-delà de nos rangs, dans le pays tout entier. Cette ligne nous permet de nous situer par rapport aux événements du jour.

I – Notre projet dans la crise actuelle

A) Replacer la crise du CPE dans son contexte

Ainsi, la crise du CPE renvoie évidemment à une précarité plus générale, dont les racines plongent loin dans le passé. Cette précarité ne s'est pas installée par hasard. Aujourd'hui s'exprime l'angoisse diffuse d'une jeunesse qui sent son avenir se dérober sous elle. En ce sens, elle traduit un sentiment plus général : celui d'une France qui, dans la mondialisation, se délite, avec un avenir en peau de chagrin. La crise du CPE porte donc en elle l'exigence d'une réorientation radicale.

*

La France vit une crise profonde, à la fois sociale et nationale. Depuis quatre ans, elle va de secousses en secousses et le rythme de ces secousses s'accélère :

- Le 21 avril 2002 avait traduit l'exténuation du débat démocratique, la victoire de l'abstention et des votes extrêmes, par défaut de projet commun permettant de surmonter les contradictions internes de la gauche plurielle.
- Le 29 mai 2005, la France a rejeté à 55 % un projet de « Constitution européenne » libérale, qui aurait surcroît signé la fin du peuple français en tant qu'acteur de son histoire.
- La crise des banlieues en novembre 2005 a révélé le désespoir des jeunes des cités.

- La crise du CPE, en mars 2006, doit donc être reliée à toutes les secousses qui l'ont précédée et d'abord au sens du vote émis par le peuple français le 29 mai 2005.

Ce « non » majoritaire n'était pas un accident de parcours. Il révélait un profond besoin de changement que nos élites, désespérément sourdes et aveugles, se refusent à entendre. Depuis un an, ces élites cherchent essentiellement à culpabiliser ce peuple d'ignares qui décidément ne comprend rien à l'économie mondialisée. Elles n'imaginent pour lui qu'une précarité toujours accrue, à l'image du CPE.

Que de gorges chaudes, après le 29 mai, sur le fait qu'il n'y avait pas de plan B ! Mais nos élites ne veulent surtout pas de « plan B » ! Rappelez-vous ce que je vous avais dit à Vincennes le 9 septembre 2001 : « Les marchés financiers sont pour elles l'horizon de l'histoire humaine. »

Notre tâche historique, la tâche qui incombe aujourd'hui comme hier à une gauche française refondée dans la République, c'est de montrer qu'il y a un plan B pour la France et pour l'Europe. C'est de donner un contenu positif au vote du 29 mai 2005. Pour ouvrir la voie d'une alternative républicaine, il faut impérativement articuler la critique sociale, ou si l'on préfère antilibérale, de la Constitution européenne et l'exigence démocratique qui est celle de la souveraineté populaire. Là est l'originalité de notre démarche. On ne fera pas l'Europe sans les peuples et encore moins contre eux. C'est cela que le MRC doit faire comprendre à ses partenaires de la gauche. Ce n'est pas facile ! Mais c'est nécessaire !

B) *La crise à laquelle nous devons faire est une crise globale.*

1. Cette crise est d'abord mondiale.

Elle est celle de ce qu'on appelle « la globalisation » : les firmes multinationales grâce à la liberté des mouvements de capitaux mettent en concurrence les territoires et les mains d'œuvre à l'échelle mondiale. D'où les délocalisations industrielles au profit des pays à très bas coût de main d'œuvre. Les privatisations puis la colonisation du capital de nos grandes entreprises par les fonds de pension et d'investissement anglo-saxons ont abouti à une véritable dictature des marchés financiers. La théorie de l'acquisition de la valeur par l'actionnaire est devenue le maître mot de la finance mondialisée, reléguant à l'arrière plan toute considération du long terme et d'intérêt général sans parler de l'intérêt des salariés, considérés comme produits jetables. Cette analyse du capitalisme d'aujourd'hui est la base de toute politique réellement alternative !

Le privilège du dollar donne par ailleurs aux Etats-Unis la possibilité de vivre aux crochets du reste du monde, au prix d'un endettement abyssal. Mais cette situation est instable. Le dollar est fragile. L'économie mondiale marche sur la tête. Plus des trois quarts de l'épargne mondiale sont captés par les Etats-Unis, la puissance la plus riche du monde. C'est le monde à l'envers ! Les inégalités se creusent, socialement et géographiquement. L'Hyperpuissance américaine ne se soutient que par une fuite en avant dangereuse dans une stratégie de guerre préventive. Elle s'enlise aujourd'hui, non seulement en Irak mais dans toute la profondeur du monde musulman. Une nouvelle crise grave au Moyen-orient nous mettrait à la merci d'une envolée encore plus forte du prix du pétrole et d'une plongée du dollar qui asphyxierait l'économie de la zone euro. Une réorientation de la politique américaine est, à terme, inévitable. Elle débouchera sur de nouveaux équilibres à l'échelle du monde. Dans ce monde déjà multipolaire, une Europe indépendante a sa place.

2. Or, la crise frappe aujourd'hui particulièrement l'Europe.

Le vieillissement de sa population, le coût plus élevé du travail, le niveau de sa protection sociale, l'ouverture incontrôlée de son marché, la surévaluation de l'euro, l'absence d'un gouvernement économique enfin, face à la Banque Centrale indépendante, tout contribue à enfoncer la zone euro dans une stagnation de longue durée. L'Europe se désindustrialise. Nos groupes sont à la merci d'OPA sauvages. La compétitivité de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et plus encore de l'Espagne dont le déficit commercial représente neuf points de PIB, est gravement entamée. Celle de l'Allemagne, premier exportateur mondial, avec un excédent de 160 Milliards d'euros ne se soutient que par un freinage salarial qui retentit sur la demande interne. L'Allemagne compte plus de cinq millions de chômeurs. Et le tour de vis que s'apprête à donner la grande coalition CDU-CSU-SPD de Mme Merkel avec le relèvement de deux points de la TVA et d'autres hausses d'impôts supplémentaires, plombera encore plus la conjoncture européenne en 2007. C'est cette politique que nous allons rencontrer sur notre route. Mais cette crise européenne nous donne aussi la chance d'un rebond et d'une réorientation de fond.

3. De tous les pays européens c'est la France qui traverse la crise la plus profonde, une crise à la fois sociale et nationale.

Car la France, comme le relevait déjà Marx au XIX^e siècle, est « la nation politique par excellence ». D'où l'extraordinaire campagne faite pour saper l'idée qu'elle se fait d'elle-même et la faire douter de son avenir. Mais c'est

aussi pour cela que le sursaut salvateur peut d'abord se manifester dans notre pays. Le réveil du citoyen est le seul recours contre le triomphe du « tout fric ».

C) *L'alternative républicaine se construira d'abord en France.*

La France ne manque pas d'atouts et d'abord la qualité de son peuple. Le peuple français se définit comme un peuple de citoyens, sans distinction d'origine ou de religion. C'est ce qui fait sa force et sa grandeur, héritage de la Révolution de 1789, toujours actuelle même si ses idéaux ne sont pas portés par le vent de la globalisation libérale !

Non, il n'est pas vrai que le modèle républicain soit ringard ! Ceux qui le prétendent sont souvent ceux qui l'ont mis en panne. La France ne se reconnaît pas dans l'addition des communautarismes que M. Sarkozy cherche à s'attacher. Disons les choses clairement : notre conception de la nation n'a rien à voir avec la conception ethnique avec laquelle les tenants de la mondialisation libérale veulent la confondre. Notre conception, c'est celle de la nation républicaine, définie comme communauté de citoyens, ouverte au monde, dont nous avons besoin à l'intérieur pour remettre en marche le modèle républicain. La République c'est d'abord en France qu'il faut la faire vivre ! L'idée d'égalité n'a rien de désuet. Elle peut être immensément mobilisatrice, dès lors que nous saurons rompre avec le différencialisme, de droite ou de gauche, qui, sous prétexte d'exalter les différences, ne fait bien souvent que consacrer la différence des droits ! On ne doit pas admettre l'idée d'une citoyenneté de résidence. La citoyenneté est évidemment liée à la nation. Mais on peut peut-être admettre qu'à titre propédeutique des étrangers installés depuis longtemps et bénéficiant d'une carte de résident de dix ans puissent participer à des élections municipales. Puisqu'on l'a admis pour les étrangers communautaires, on peut l'accepter au moins pour ceux qui sont originaires des pays de l'ex Communauté, héritière de l'Union française et plus généralement pour les étrangers extra communautaires.

Mais la question se pose, si nous ne voulons pas mettre le doigt dans un engrenage, sachant très bien où d'autres, comme les Verts, veulent nous emmener. Michel Joblot a eu raison de soulever ce problème qui pourrait figurer à l'ordre du jour d'une Convention Nationale. C'est la valeur d'égalité indissociable de la citoyenneté qui est motrice, pour l'accès à l'emploi et au logement, pour refonder l'Ecole républicaine, pour garantir et moderniser le service public et la protection sociale.

De la nation républicaine, nous avons aussi besoin vis-à-vis de l'extérieur pour défendre les droits légitimes du peuple français et pour faire avancer une conception progressiste de l'Europe et du monde.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le débat sur le patriotisme économique. Les firmes multinationales ont-elles perdu toute nationalité ? La localisation du siège social n'a-t-elle plus d'importance ? Evidemment non ! Nous devons donc rétablir un lien entre les entreprises et les territoires.

J'ai été un des rares à condamner la vente de Pechiney à Alcan ou des Chantiers de l'Atlantique à Aker Yards. On se souvient de « l'entreprise sans usines » de M. Tchuruk, le PDG d'Alcatel, qui veut aujourd'hui fusionner avec l'américain Lucent. Qui s'en inquiète pour l'avenir de nos technologies ? Où est le patriotisme économique là-dedans ? Je suis bien payé pour savoir ce qu'a signifié le rachat d'ABB par Alstom, des milliards de pertes et des milliers de licenciements, et l'exigence de M. Monti, Commissaire européen à la concurrence, de fermer le site de Belfort.

Si l'on prend le domaine de l'énergie : il n'y a pas de politique européenne de l'énergie. L'Europe a seulement exigé l'ouverture à la concurrence et la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité. Elle ne s'est pas préoccupée de la sécurité des approvisionnements. Celle-ci, étant donné la dépendance extérieure de l'Europe, ne peut être assurée que par de puissants acteurs énergétiques. Mais cela ne signifie pas que Gaz de France doit abandonner son identité ni les gaziers leur statut.

De même, je regrette que l'Etat se soit défait de toute participation au sein du capital d'Usinor, devenue une entreprise soi-disant européenne, en fait luxembourgeoise. ARCELOR, aujourd'hui à la merci d'une OPA de Mittal Steel dont le capital est détenu à 88 % par la famille Mittal, donc insusceptible d'être rachetée par quiconque. Les contribuables français ont mis 200 Milliards de francs pour assurer l'avenir d'une sidérurgie nationale. Nous ne pouvons accepter que, par un tour de passe-passe, et au nom d'une idée dévoyée de l'Europe, cette entreprise puisse échapper à un certain contrôle économique de la collectivité. Assez d'hypocrisie ! La liberté des capitaux ne prime pas toutes les autres.

Nous n'entendons pas être soumis au diktat des marchés financiers. Nous voulons que l'Etat conserve un certain contrôle des grandes entreprises.

Le peuple français, le 29 mai 2005, n'a pas refusé l'Europe mais il veut une Europe avec les peuples et pas contre eux, une Europe qui s'appuie sur les nations et cesse de prétendre les noyer dans l'océan des marchés financiers mondialisés. L'alternative républicaine c'est aussi cela, c'est redresser l'Europe en s'appuyant sur les peuples ! Sur la souveraineté des peuples contre la suzeraineté du Capital ! Et pour cela, il faut d'abord s'appuyer sur la France, sur la France républicaine, sur un peuple de citoyens, enfin « mis dans la confiance », selon l'expression de Marc Bloch.

La France ne va pas disparaître. Elle reste et doit rester, comme je vous l'avais dit à Vincennes, « une grande nation politique ». C'est ainsi que le monde la regarde encore et un gouvernement de gauche devra la faire respecter. La France n'est d'ailleurs jamais aussi grande que lorsqu'elle parle le langage de la démocratie.

Ce sera difficile parce que nous nous heurterons à de puissants intérêts. Sachons donc préserver les attributs qui sont ceux de la France comme membre permanent du Conseil de Sécurité, avec les responsabilités mondiales que cela implique, avec une diplomatie et une défense indépendantes, ce qui signifie une dissuasion maintenue et modernisée. C'est de cette manière aussi que nous pourrions peser dans le nécessaire redressement de la construction européenne, car l'équilibre de l'Europe, pour quiconque y a un peu réfléchi, passe par une relation franco-allemande équilibrée. L'Allemagne et la France ont chacune leurs points forts. Ce ne sont pas les mêmes.

D) Réorienter l'Europe.

Le peuple français a rejeté le projet de Constitution européenne le 29 mai 2005. Pour des raisons de forme et pour des raisons de fond. Nous n'accepterons pas qu'on veuille faire rentrer par la fenêtre ce qui a été sorti par la grande porte du suffrage universel. La priorité n'est pas institutionnelle. Elle est clairement économique et sociale. Mais comment l'Europe à 27 ou à 28, voire à 30, pourrait-elle être le levier d'une action conséquente dans la durée ?

Il faut rompre avec les chimères d'un fédéralisme purement rhétorique. Comme l'ont écrit justement Hubert Védrine et Henri Nallet, « Le 29 mai 2005 s'est

exprimé le refus d'admettre que ce qui fait l'identité de la nation soit devenu illégitime, sous prétexte que l'intégration supranationale, supposée conforme au sens de l'Histoire, postule l'effacement des nations. »

Hubert Védrine ajoutait que les socialistes devraient être plus conséquents avec eux-mêmes, en ne demandant pas des transferts de souveraineté qui les rendraient minoritaires sur presque tout.

Il faut changer de méthode : partir de la volonté des peuples, rejeter fermement les dérives libérales, avancer au contraire sur des projets concrets, avec ceux qui s'y prêtent, dans la recherche, la politique industrielle, les transports, l'énergie si possible, les industries de défense, l'aéronautique et l'espace.

Mais ce que nous devons privilégier avant tout c'est la mise sur pied d'un gouvernement économique de la zone euro procédant du débat démocratique. L'Eurogroupe doit être doté de compétences précises : coordination budgétaire, convergence en matière fiscale et sociale, harmonisation par le haut et enfin politique monétaire. La réforme des statuts de la Banque Centrale européenne doit être préparée par un groupe de travail de haut niveau mis en place par les Chefs d'Etats des douze pays de la zone euro.

Il s'agit de lui donner clairement comme objectif la croissance économique et l'emploi. Je propose également que la Banque Centrale soit habilitée à émettre des euros sur le marché pour empêcher une appréciation excessive de l'euro, ce qu'aujourd'hui elle ne peut faire. Je suggère aussi qu'elle puisse monétiser certaines catégories de dettes répondant à un intérêt communautaire, ce que ses statuts actuels lui interdisent. Il est nécessaire de préparer dès aujourd'hui cette réforme sans laquelle le fardeau de la dette publique ne pourra pas être allégé. Ainsi seulement nous pourrons lancer une grande initiative européenne de croissance, au service de l'emploi !

D'autres réformes peuvent être engagées à l'occasion d'une relance vigoureuse de l'Europe : institution d'un impôt européen par l'adjonction d'un pourcentage supplémentaire de TVA. Ainsi pourront être financés de grands projets d'intérêt communautaire dans le domaine des grandes infrastructures de transport, de l'énergie, de la recherche, de l'espace, là où l'Europe doit s'affirmer.

Je suggère enfin que prévale l'idée d'une préférence européenne dans le domaine des normes et que l'Europe introduise à l'OMC des clauses sociale et environnementale dans les règles du libre commerce international.

*

La géométrie variable est nécessaire pour construire un acteur stratégique européen et pour que nous puissions peser dans les grands équilibres du XXI^e siècle.

Je voudrais insister sur *l'aspect essentiel de la relation franco-allemande*. Nos deux pays sont la vraie charnière de l'Europe. Leurs modèles sont différents mais nos intérêts stratégiques ne peuvent pas être dissociés, à peine de courir à nouveau au devant d'immenses malheurs.

L'Allemagne, industriellement, pèse presque deux fois la France même si le rapport des PNB est de deux à trois. Nos possibilités de coopération industrielle souffrent inévitablement de ce déséquilibre, je pense aux rapports d'Alstom et de Siemens sur lesquels nous nous devons d'être vigilants. Mais il y a tout à faire par ailleurs : dans la recherche, les biotechnologies, l'informatique, l'aérospatiale !

N'oublions pas cependant que l'Allemagne de Mme Merkel ne remet nullement en cause les règles de la globalisation, ni celles du libre-échange planétaire, ni, contrairement à celle de M. Schröder, la domination de l'Hyperpuissance américaine. Sans doute le peuple allemand a-t-il voté à 51 % pour la gauche en 2005, mais ce n'est pas un gouvernement de gauche qui siège aujourd'hui à Berlin.

Ce qui se passera en Allemagne sera décisif pour notre propre destin. L'économie allemande est à la merci d'un retournement de la conjoncture mondiale. Avec cinq millions de chômeurs, l'Allemagne peut être tentée de regarder ce qui peut être fait pour redynamiser la demande intérieure en Allemagne et en Europe. C'est là la chance d'une réorientation profonde de toute la construction européenne. Mais pour cela encore faut-il qu'il y ait une France rassemblée sur la République, sûre de ses valeurs et de son projet.

C'est cela l'alternative républicaine que nous devons construire pour la France et pour l'Europe ! Pouvons-nous créer la dynamique conquérante qui fera bouger les lignes, dans la gauche puis dans le pays tout entier ?

II – Quelle stratégie en France même dans la période actuelle ?

A) *Soyons réalistes : le PS, en 2006, est encore loin d'avoir tiré les leçons du 21 avril 2002.*

Rappelons le, le 21 avril n'a pas résulté de la pluralité des candidats à gauche mais de la juxtaposition de projets contradictoires au sein de la gauche plurielle qu'aucune confrontation loyale n'avait permis de dépasser au préalable.

- Sur l'Europe, et particulièrement la Constitution européenne, sur la République, sur la Corse.
- Au Proche et Moyen-Orient comme dans les Balkans, notre politique étrangère était à la traîne de la politique américaine.
- Sur la mondialisation libérale, les privatisations, la politique industrielle, le volontarisme s'opposait à la résignation ; « L'Etat ne peut pas tout » signifiait « L'Etat n'en pouvait mais ».
- Sur l'Ecole, sur la laïcité, sur les politiques de lutte contre l'insécurité, le rapport entre prévention et sanction, sur la délinquance des mineurs, sur la justice, le flottement était devenu la règle.

Comment faire pour que demain il puisse en aller autrement ?

Tous ces débats auraient pu s'ouvrir pendant les cinq années où la gauche s'est trouvée rejetée dans l'opposition. La direction du Parti socialiste a tout fait pour l'éviter. Au contraire, le couvercle a été soigneusement refermé dès le Congrès de Dijon.

L'avenir de la gauche a été sacrifié à la préservation du prétendu « bon bilan » du gouvernement sortant et à la sauvegarde de la ligne social-libérale et européiste qui l'avait inspiré.

Pour préserver la solidarité de la tribu socialiste, il fallait trouver un bouc émissaire à l'échec de son candidat. J'en ai pris pour mon grade. Ce que nous ont reproché en fait les sociaux-libéraux, et c'est notre plus grand tort, c'est d'avoir eu raison trop tôt sur presque tous les sujets : sur l'Europe, sur la République, sur la nation, sur la

Corse, sur le refus des communautarismes, sur la laïcité, sur l'Ecole et l'insécurité, sur la politique industrielle, sur l'Irak, sur l'impasse où nous ont conduits le tournant libéral et la soumission progressive à la dictature des marchés financiers.

Effectivement, cette prescience est impardonnable et nous méritons cent fois d'être fusillés !

Depuis le 21 avril 2002, un fait majeur est cependant intervenu qui trouble cet irénisme ; un coup de tonnerre a éclaté dans le ciel bleu des connivences : le 29 mai 2005, le peuple français a dit « non » à 55 % au projet de Constitution européenne et à la coalition des bien pensants qui vantaient la compatibilité du « oui de droite » et du « oui de gauche ». C'est le peuple qui a dit « non » dans ses profondeurs.

Au sein du parti socialiste, on s'est efforcé de revisser le couvercle. Ce fut la synthèse du Mans qui dit tout et son contraire, prend acte du 29 mai mais laisse entendre qu'un « nouveau processus constituant » pourrait s'enclencher. Il faut qu'il soit clair que nous ne l'accepterons pas !

Bref le parti socialiste n'est, aujourd'hui, guère avancé dans l'exercice d'une critique nécessaire pour que la gauche, revenue aux affaires, n'aille pas au-devant de nouvelles déconvenues. C'est cela qui nous préoccupe car nous voulons mettre la gauche à la hauteur des défis que notre pays devra affronter.

D'abord s'impose une constatation sur la nature du capitalisme financier qui aujourd'hui domine le monde. Dans son discours de Créteil, le 12 mars dernier, Laurent Fabius l'analyse avec clarté, je cite : « Le capitalisme industriel a cédé la place à un hypercapitalisme financier et mondialisé. Sans idéaliser le passé, ont été balayés les compromis des trente glorieuses entre le travail et le capital, entre le manager, le salarié et l'actionnaire, entre les entreprises et l'Etat. La recherche du profit maximum à court terme domine tout, lamine tout ... La précarité n'est plus aux marges du système. Elle est en con coeur. Si la gauche ne dénonce pas cette réalité, si elle ne la change pas, qui le fera ? » Excellente question !

L'ennui est que dans le premier document issu de la Commission Nationale du Projet du parti socialiste, en date du 11 mars 2006, on ne trouve absolument pas trace de cette analyse. Tout au plus les rédacteurs se livrent-ils à un commentaire de la conjoncture molle et dégradée qui nous sera léguée par la droite.

Aucune réflexion sur les structures du capital, sur le renforcement des fonds propres, sur une nouvelle conception de l'entreprise remettant les actionnaires à leur place et faisant la leur aux salariés et aux collectivités responsables du long terme, rien sur l'intervention publique, le nécessaire rétablissement du Commissariat général au Plan, et des grands intermédiaires financiers publics, rien sur la politique industrielle, y compris dans sa dimension européenne.

Tout au plus un programme gestionnaire reposant sur l'idée qu'il suffirait en 2007, comme en 1997, de « rétablir la confiance pour relancer les ressorts internes de la croissance et réduire les déficits » (je cite).

A près d'un an de l'élection présidentielle de 2007, il faut absolument faire de l'alternance une véritable alternative, refuser le retour du pareil au même, l'effet essuie-glaces qui depuis plusieurs décennies chasse les gouvernements sortants et ramène les faillis de la veille.

Pour cela, il faut rendre confiance à la France. Pour aller loin, il faut faire confiance au peuple.

Soyons clairs : la situation à gauche est difficile parce que la direction du parti socialiste, certes ébranlée par le « non » massif du 29 mai, n'a pas, me semble-t-il, changé de cap. Le social-libéralisme reste son horizon. Coupée de l'électorat populaire qui a voté massivement « non », elle compte uniquement sur le rejet de la droite pour revenir aux affaires. Le combat contre le CPE lui sert de feuille de vigne. Je ne sais pas que le PS ait à ce jour élaboré un projet réellement alternatif ni sur l'emploi des jeunes ni sur une réorientation globale de notre politique. La synthèse du Mans, contradictoire et molle, montre que le parti socialiste est loin d'avoir pris la mesure des enjeux et des défis que le pays doit relever.

Dès 2007, un rapport des forces s'établira avec le gouvernement de Mme Merkel. Celle-ci n'a pas caché qu'elle entend bien faire avaliser à nouveau le projet de « Constitution européenne », et la direction du parti socialiste s'est déjà résolue à lui donner gain de cause. Passons sur l'étrange surdité qui met le processus institutionnel avant l'évidente priorité de la réorientation économique et sociale de la construction européenne. C'est évidemment le contraire de ce que le peuple français a voulu signifier le 29 mai. Et c'est courir au-devant de secousses toujours plus graves que de vouloir faire entrer à nouveau le peuple français dans le carcan d'une « Constitution européenne ».

Je mets en garde ceux qui prétendraient se contenter d'une approbation parlementaire ou encore voudraient détourner aux mêmes fins les élections européennes de 2009.

B) Nos convergences possibles avec Laurent Fabius.

Au sein du parti socialiste, un seul candidat se détache parmi les tenants du « non » : c'est Laurent Fabius. Lui seul a l'expérience de l'Etat qui rende crédible sa candidature à la présidence de la République. Sur le fond, je crois injuste de taxer Laurent Fabius d'insincérité. Sa réflexion et son expérience comme ministre de l'Economie et des Finances l'ont amené à une analyse du capitalisme financier très proche de la nôtre.

Nous n'avons pas été d'accord sur tout dans le passé, loin de là : nous nous sommes séparés en 1983 sur l'importance qu'il convenait de donner à ce que Lionel Jospin appelait alors « la parenthèse libérale ». Surtout, Laurent Fabius a soutenu le traité de Maastricht, alors que nous le combattions et, on le voit bien aujourd'hui, à juste titre : les statuts de la Banque centrale européenne figuraient déjà dans le traité de Maastricht. Laurent Fabius a changé et il a changé, je le crois, de bonne foi. Il a constaté que l'élargissement de l'Europe aux Peco, décidé dans son principe dès mai 1993 au sommet de Copenhague, sous le gouvernement Balladur, périmait l'idée d'un approfondissement de type fédéral au sein de l'Europe à Douze, à mon sens illusoire dès l'adhésion de la Grande-Bretagne en 1972, à supposer que ce dessein ait jamais eu une réalité. Mais Laurent Fabius, comme François Mitterrand, a pu croire l'inverse jusqu'en 1993. Ensuite, il s'est aperçu que les concessions qu'avaient faites à Helmut Kohl François Mitterrand pour obtenir la monnaie unique en 1991 - indépendance de la Banque centrale, avec pour seule vocation la préservation de la valeur de la monnaie, absence d'un gouvernement économique qui eût pu rééquilibrer en faveur de la croissance et de l'emploi l'omnipotence des banquiers centraux - étaient des concessions irréversibles qui ramenaient l'Europe tout entière à un capitalisme d'avant 1914. Cela, je le crois, Laurent Fabius l'a compris en profondeur et par expérience et c'est ce qui explique, beaucoup plus que des arrière-pensées tacticiennes, le choix courageux qu'il a fait, en prenant position, fin 2004, contre un projet de Constitution européenne qui aurait avalisé l'ancrage définitif de l'Europe dans un libéralisme dogmatique, profondément contraire aux intérêts du monde du travail et de l'Europe elle-même. Sans doute Laurent Fabius

veut-il aujourd'hui « dépasser le non », en s'adressant aussi aux partisans du « oui » qui déclarent vouloir une « Europe sociale ».

C) *Ce qui nous sépare du Parti Socialiste : la conception républicaine de la nation.*

Le problème se pose de savoir si les partisans du « oui » au sein du parti socialiste ont réellement pris acte de la volonté que le peuple français a exprimée le 29 mai 2005 et s'ils ont dépassé la contradiction ancienne entre leurs intentions sociales proclamées et leur ralliement de fait au libéralisme dominant.

Beaucoup croient encore qu'une Europe plus fédérale pourrait être une Europe plus sociale. Même certains partisans du « non » comme Henri Emmanuelli ou Vincent Peillon cultivent volontiers le mythe d'une République européenne socialiste, dont ils ne voient pas qu'elle est une chimère, parce qu'en Europe, il n'existe pas un peuple européen mais trente peuples et cela à l'horizon historique prévisible. Aucun de ces peuples n'est prêt à disparaître, en faisant le grand saut dans un nirvana socialiste sans rivage.

Dans leur ensemble, les socialistes qui ont dit « non » l'ont fait par antilibéralisme, mais peu ont compris le sens du « non républicain », le nôtre, qui articule la critique sociale antilibérale et l'exigence démocratique, indissociable de la souveraineté populaire. Entre eux et nous, reste donc posé le problème de la nation, dont très souvent ils n'ont pas une idée claire. Ils confondent fréquemment la nation républicaine, communauté de citoyens, et la nation ethnique qui – ai-je besoin de le dire ? – n'a jamais été et ne sera jamais notre conception. Nous n'avons jamais abandonné la France à Le Pen. La plupart des socialistes n'ont pas lu Renan et sa célèbre conférence de 1882 : « Qu'est-ce qu'une nation ? » où il définit la nation comme un « principe spirituel », « héritage de souvenirs communs et de valeurs qu'un peuple entend faire fructifier indivis ». Renan ajoute finement qu'aucune nation ne peut vivre sans une part d'oubli, ce qui devrait nous inciter à relativiser les guerres imbéciles de mémoires que cherchent à allumer les divers communautarismes à la mode. Ces différences de conception entre les socialistes et nous sont bien réelles. Sont-elles pour autant insurmontables ? Je ne le crois pas, si chacun veut bien faire preuve d'un peu de réalisme. On ne peut pas passer les peuples par pertes et profits et les socialistes les plus conséquents méditeront cette forte pensée de Jaurès « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie. Beaucoup y ramène. » Nous-mêmes sommes partisans d'une Confédération européenne. Nous sommes pour une Europe des peuples.

A nos yeux la souveraineté populaire n'exclut pas des délégations de compétences, dès lors qu'elles sont politiquement ciblées, qu'elles restent démocratiquement contrôlées et demeurent enfin, en dernier ressort, révocables. Ces trois conditions n'empêchent donc nullement d'avancer vers des délégations de compétences à un gouvernement économique de la zone euro. L'eurogroupe pourrait ainsi recevoir des compétences précises en matière de coordination budgétaire, de politique monétaire et de convergence sociale et fiscale, dès lors qu'il s'agirait de promouvoir en ces domaines une harmonisation par le haut et non pas par le bas. Il faudrait bien entendu réformer parallèlement les statuts de la Banque Centrale européenne.

D) *Une synthèse praticable.*

Laurent Fabius a préconisé l'Europe des trois cercles : la zone euro d'abord, « l'Europe élargie » ensuite, « l'Europe associée » enfin. Nous pensons également qu'il faut faciliter les coopérations renforcées, promouvoir l'Europe à géométrie variable, en avançant sur des projets concrets avec ceux qui le veulent. Bref, faire l'Europe avec les peuples et faire une Europe qu'ils puissent aimer et non pas

l'Europe rébarbative de la directive Bolkestein ou de la directive sur l'allongement rendu possible à 65 heures par semaine de la durée du travail. Il me semble que sur la priorité d'abord économique et sociale du redressement de la construction européenne, une convergence puisse se manifester.

La priorité, ce n'est pas « la Constitution » et ce n'est pas non plus le volet institutionnel. L'Europe marche au consensus et le traité de Nice ne mérite pas d'être voué aux gémonies, comme il l'est surtout par ceux qui l'ont signé. Nous pourrions accepter un petit traité institutionnel, par exemple pour donner un président plus durable au Conseil européen – deux ans et demi renouvelable – mais en aucun cas un ministre européen des Affaires Etrangères qui dans l'Europe à vingt-sept serait presque inévitablement un féal de Washington. Nous voulons que la France garde une diplomatie et une défense indépendantes, parce qu'il n'y aura pas de réorientation de la construction européenne sans cela. La France doit donc rester une grande puissance politique et il faut pour cela que la gauche le veuille.

Ce serait une grave erreur de croire que notre position européenne pourrait être maintenue si nous abandonnions notre posture mondiale. L'Europe est ainsi faite qu'elle dépend d'une relation franco-allemande équilibrée. Cet équilibre n'existe pas sur tout. Mais la France a des points forts qu'elle ne doit pas abandonner, dans l'intérêt de l'Europe elle-même.

La République française est le levier indispensable du redressement de la construction européenne.

Pour connaître Laurent Fabius depuis trente-deux ans, je ne mets pas en doute la fermeté de ses convictions. Laurent Fabius est un républicain. Qu'un même logiciel républicain et des convictions laïques solidement ancrées nous rapprochent, c'est l'évidence. Cela ne fait pas disparaître les différences, mais ces différences elles-mêmes, si elles sont exprimées loyalement, peuvent être une source d'enrichissement mutuel.

Certes il est trop tôt pour arrêter la position du Mouvement Républicain et Citoyen en vue de l'élection présidentielle, mais il me semble que nous devons appuyer avec sympathie la démarche qui est celle de Laurent Fabius. Les autres candidats potentiels ont tous été partisans du « oui ». Ils ne sont pas condamnés pour autant à brûler en enfer. Mais aucun, à ce jour, n'a pris clairement ses distances avec l'orientation social-libérale majoritaire qui a conduit hier la gauche plurielle à l'échec et qui exposerait demain un candidat de la gauche et la France avec lui à de nouvelles déconvenues, s'il se retrouvait propulsé aux affaires par le seul effet de l'essuie-glaces.

Rien n'est plus important aujourd'hui que de créer une nouvelle dynamique, pas seulement au sein du parti socialiste, mais dans la gauche tout entière, et dans le pays, à travers un mouvement populaire qui s'affirme aujourd'hui contre le CPE mais qui vient de beaucoup plus loin, qui porte une revendication autrement plus large, et dont la force un jour sera irrésistible pour sommer la gauche de répondre enfin à l'attente de notre peuple. C'est cette dynamique de la gauche et des forces de progrès rassemblées qu'il faut développer et surtout « conscientiser ». Nous ne pouvons pas le faire seuls. La responsabilité en incombe aussi à Laurent Fabius, s'il croit en son destin. Elle incombe également à tous les socialistes du « non » qui doivent dépasser les rancoeurs, les méfiances et les querelles de chapelle, s'ils veulent bâtir quelque chose de grand. Cette responsabilité est aussi celle des communistes qui n'ont rien à gagner à s'isoler en recherchant d'improbables convergences avec les mouvements qui ne veulent surtout pas prendre la responsabilité d'être au gouvernement de la France. Cette responsabilité est enfin celle de citoyens et d'associations qui doivent aller à l'essentiel. C'est difficile. Je le comprends. Je souhaite les y aider, pour autant que je le pourrai, bien évidemment. Tous ensemble nous devons agir sur le cœur de

la cible, plutôt que de privilégier les démarches groupusculaires ou velléitaires. Aussi bien il y aura un après 2007 et nous aurons peut-être quelque chose à inventer ensemble.

*

Bien sûr, Laurent Fabius n'est pas encore désigné par le parti socialiste. A défaut de primaires à l'italienne et s'il devait en être autrement, il faudrait nous déterminer d'ici le mois de décembre, comme l'indique notre texte d'orientation. Nous aurons alors à faire un choix global :

Ou bien un accord apparaîtra possible sur un choix politique qui préserve l'avenir. Ou bien nous serions en présence d'un simulacre, d'une élection présidentielle réduite à un petit théâtre de marionnettes, entièrement déconnecté des enjeux de fond. Nous devrions alors offrir, même à terme, la perspective d'une solution républicaine à la crise que le pays traverse. Croyez bien, puisque certains d'entre vous me demandent d'être candidat, que je mesure la difficulté sous tous ses aspects. Je ne sous-estime évidemment pas l'élan que peut donner notre parti. Beaucoup dépendra surtout de la configuration politique qui apparaîtra à la fin de cette année.

Vous le savez bien : si je devais à nouveau être candidat, je le serais par devoir, par rapport à une certaine idée que je me fais de l'avenir de notre pays. Je veux remercier ceux qui ont entrepris de m'y aider.

Qu'il soit clair que ma décision aujourd'hui n'est pas prise. Je ne la prendrai qu'à la fin de l'année, en connaissance de cause, avec en dernier ressort, le seul souci de l'intérêt du pays. La seule chose que je puisse vous garantir c'est que, dans cette hypothèse, ce ne serait pas un baroud d'honneur. La campagne serait brève, mais elle serait intense. J'y engagerais toutes mes forces, en me tournant vers les un million cinq cent vingt-quatre mille citoyens qui m'ont fait confiance en 2002, mais aussi vers tous les autres pour leur redire ma conviction : il n'y a pas d'autre issue à la crise que le pays traverse qu'une République remise en mouvement, car, comme hier à Vincennes, je vous le répète aujourd'hui : la République sera toujours la force de la France !